



Aff N°: 2397910

N° chrono: 10

Date: 02/07/25

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

RESTRUCTURATION DU BAT 19 MONTPELLIER (34)



MAITRE D'OUVRAGE
CHU DE MONTPELLIER

191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

Conducteur d'opération

CHU DE MONTPELLIER
191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD
34295 MONTPELLIER CEDEX 5
France

Maître d'oeuvre

SEGE
6, Rue du Mas de Bonniol
34880 LAVERUNE
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE**PHASE DE CONCEPTION**

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - SAINT AUNES
ROMAN PHILIPPE
310 rue de la Sarriette
Zone Ecoparc
34130 SAINT AUNES

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - SAINT AUNES
ROMAN PHILIPPE
310 rue de la Sarriette
Zone Ecoparc
34130 SAINT AUNES

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	20/06/25	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	7
2	Aucun	02/07/25	Nouvelle rédaction du PGC : Maj	9
3	Aucun	02/07/25	Nouvelle rédaction du PGC : Maj ALLOTISSEMENT	10

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	6
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	8
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	10
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	12
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	12
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	14
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	14
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	14
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	14
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	15
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	15
3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	15
4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	20
4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	20
5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	21
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	21
6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	22
6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	22

7. ANNEXES	23
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	23
7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	27
7.3. CALENDRIER DES TRAVAUX	27
7.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	27
7.5. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	27
7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	27

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

RESTRUCTURATION DU BAT 19 - MONTPELLIER (34)

Descriptif de l'opération :

Le projet consiste en la restructuration du bâtiment n°19 sur le site de St-Eloi pour permettre le regroupement des activités de préparation et contrôle pharmaceutique

se déroulant actuellement dans 5 laboratoires différents et 5 sites différents du CHU de Montpellier.

L'ensemble du projet est décrit dans les CCTP

Calendrier :

Date début des travaux : SEPTEMBRE 2025

Durée totale des travaux : 13 Mois

Planning - Phasage de l'opération :

Planning joint à l'appel d'offre

Effectifs :

Effectif moyen prévisible : 8

Effectif pointe prévisible : 20

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

- Activités d'exploitation maintenues durant le chantier
- Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier
- Présence du public, des usagers
- Fournir les plans de recollements
- Délivrer les imprimés :
 - INST 6.2/012/0 : travaux sur réseaux de fluides médicaux
 - PROC 6.2003/2 : coupures sur réseaux
 - PROC TECH/005/2 : gestion des permis de travaux
- Fournir la liste des interlocuteurs
- Avertir le personnel des travaux -
- Agréer les sous traitant
- Permis feux délivré par le PC sécurité GdC

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

- Inspection commune avec le coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante
- Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.
- Activités d'exploitation maintenues durant le chantier
- Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier
- Présence du public, des usagers
- Permis feux et travail obligatoire délivrer par le PC sécurité
- Interdiction de fumer sur site et de vapoter sur le chantier
- Laisser libre d'accès les voies pompiers
- Ne pas stationner sur les places réservées aux ambulances
- Avoir les cartes professionnelles sur soi
- **Prévenir le CHRU à l'avance pour les coupures réseaux aucune entreprise ne doit faire les coupures réseaux de sa propre initiative**
- Respecter le cheminement mis en place par le CHRU
- Livraison avant 7H
- Evacuations des déchets par bacs fermés
- Interdiction de mettre de la musique sur site
- Fournir le N° du PC sécurité ainsi que la liste des intervenants CHRU

2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
28	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>Personnes autorisées</p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. <p>Intervention en tenue de bloc obligatoire</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
23	<p>Identification des entreprises</p> <p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise(badge et tenue) déclarée et connue du Maître d'Ouvrage</p> <p>Port des cartes professionnelles</p> <p>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

52	<p>La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes :</p> <p>A la charge du prestataire de service : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier.</p> <p>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité, - accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales, - présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre, - autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant. <p>Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
48	<p>Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise. A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS)</p> <p>Fournisseurs - Livreurs</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
59	<p>Ne pas stationner devant la desserte patient de St ELOI Prévenir le CHU 48 H à l'avance: livraison et rotation de camion continue sur le site de l'hôpital et ambulance</p> <p>Déclaration de sous-traitants</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
37	<p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p> <p>Contraintes chantier</p>	Toutes entrep.	Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

56	<p>Avoir le permis feux et travail journalier délivré par le PC sécurité GdC</p> <p>Afficher les numéros des intervenants CHRU conducteurs d'opération et numéros des exploitants CHRU</p> <p>En cas d'accident prévenir immédiatement le PC sécurité</p> <p>Consignation réseaux prendre contact avec le CHRU 15 jours à l'avance</p> <p>Les sociétés utilisant des solvants contenus dans les peintures ou des colles doivent informer le PC Sécurité pour qu'il neutralise les détecteurs ou les zones car l'ensemble du CHU est équipé de détecteurs incendie</p> <p>Interdiction de fumer et d'écouter la musique</p> <p>Respecter le cheminement mis en place par le CHRU</p> <p>Chaque entreprise doit se munir : d'un extincteur à poudre polyvalente (contrôle annuel à jour) de bâches de protection anti-feu</p> <p>Evacuation des déchets journalier vers les camions entreprises</p> <p>Stockage bouteille de gaz interdit sur site</p> <p>Eviter toute émissions de poussières</p> <p>Dépose sous réseaux consignés</p> <p>Evacuation journalière des déchets vers les camions entreprises Lot placo prévoir bac fermé à roulette type container poubelle NICOLLIN, les autres entreprises poubelles manu portable avec couvercle</p> <p>Cloisons de chantier placo avec porte et cannon 1512</p> <p>Drap mouillé à la sortie du chantier afin de fixer la poussière à fournir par le Lot GO durée de chantier</p> <p>Fournir les attestations de consignations avant démolition</p> <p>Point raccordement coffret de chantier défini par le CHRU</p> <p>- Toute modification sur les matériels et installations de sécurité doivent faire l'objet d'un avis préalable au Service Central de Sécurité (39245).</p> <p>Avant le démontage de détecteurs ou de tout autre élément de détection incendie, des essais de fonctionnement devront être faits en coordination avec un agent du PC sécurité, un rapport sera établi.</p> <p>- Sciage récupérer les eaux de gâchage</p> <p>- Ne pas jeter les résidus dans les réseaux EU du CHRU</p> <p>- Interdiction de stationner à l'aplomb des façades et sur les zébras</p>	<p>Etab. en activité</p> <p>Titulaire du lot</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Immédiat</p>
66	<p>Pour l'approvisionnement du chantier, l'utilisation du monte-charge sera tolérée ponctuellement, sur demande auprès du maître de l'ouvrage</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Immédiat</p>

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
57	<p>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</p> <p>Organisation générale</p> <p><u>Projet de plan d'installation de chantier</u></p> <p>Respecter les accès pré défini</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
	<p>CLOTURE DE CHANTIER</p> <p>Caractéristiques générales</p>			

58	Mettre en place les barrières Mise en place sur la porte panneaux chantier interdit au public et port des EPI Lot GO	GROS OEUVRE- DEMOLITION- RAVALLEMENT DE FACADE	Toutes entrep.	Durée chantier
7	Panneau de chantier Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique. La maquette devra être soumise auprès du CHRU pour validation	GROS OEUVRE- DEMOLITION- RAVALLEMENT DE FACADE	CHU DE MONTPELLIER	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES				
60	Aires de chantier <u>Stockage, magasins</u> Les différentes entreprises amèneront au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES				
61	Branchements <u>Electricité (réseau intérieur)</u> L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance. Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m. Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds. Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues. Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain- pied dans les passages. Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires. Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89). Voir point de raccordement avec le CHRU	ELECTRICITE COURANT FORT Etab. en activité	Toutes entrep.	Durée chantier
29	<u>Eclairage des postes de travail</u> L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante. Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 m. Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720. Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima. Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008. Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
ZONE DE CANTONNEMENT				

62	Gestion de cantonnement - Base vie Aménagement et entretien dans le volume existant au RDC des locaux nécessaires pour la vie du chantier : sanitaires, vestiaires et salles destinées à la Direction technique du chantier et aux réunions de chantier (20 places minimum). Y compris en fin de chantier, réfection des locaux et remise en peinture. Prévoir 1 sanitaire féminin	GROS OEUVRE- DEMOLITION- RAVALLEMENT DE FACADE	Toutes entrep.	Durée chantier
63	NETTOYAGE DU CHANTIER Nettoyage des zones d'intervention Prévoir des bacs et poubelles hermétiques Toutes zones de travaux devra être équipé d'aspirateur type amiante pour aspirer les poussières de bois et placo	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
43	RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) : - déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, - déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr . La consultation du Télé- service est obligatoire. Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.	CHU DE MONTPELLIER		Avant interv.
17	RESEAU ELECTRIQUE BT,HTA,HTB INTERIEUR AUX OUVRAGES Demande de mise hors tension Les demande de consignation doivent être demandées auprès du service technique du CHU demande à faire 48 h . à l'avance ou 21 jours Mise hors tension acceptée par l'exploitant Attestation de mise hors tension	Etab. en activité Toutes entrep.	ELECTRICITE COURANT FORT	Durée chantier
24	Une attestation écrite de mise hors tension du réseau électrique est obligatoirement signée et remise par l'exploitant au responsable de l'entreprise réalisant les travaux.	Etab. en activité	Entrep. concernée	Durée chantier

2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
32	RISQUE BIOLOGIQUE Infections nosocomiales En milieu hospitalier, l'exploitant de l'établissement communiquera au coordonnateur SPS et au maître d'oeuvre toute information relative au risque d'infection fongique (aspergillose) susceptible de toucher les personnes hospitalisées. La mise en oeuvre et le respect des règles d'isolement du chantier par rapport aux secteurs réservés aux malades, établies par le Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales (CLIN) est un impératif pour chaque entreprise du chantier. Toutes les entreprises devront sensibiliser leurs compagnons à ces risques par l'établissement d'un quart d'heure sécurité, chaque nouvel arrivant devra signer le document remis par le CHRU. Une fiche FDT sera délivrer par le CHRU service hygiène	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
47	COVID - 19 Appliquer les mesures en vigueur	Tous interv.	Tous interv.	Immédiat

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
64	CIRCULATION DES PIETONS Itinéraires Accès chantier parla porte puis cheminement interieur vers les étages depuis l'escalier interieur	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
4	CIRCULATION DES ENGINS, VEHICULES ET PIETONS DANS UN SITE EN EXPLOITATION Les itinéraires et les règles de circulation des véhicules, des engins, des piétons, sur le site en exploitation seront précisés en concertation avec le responsable du site. Le responsable de chaque entreprise informera son personnel des dispositions arrêtées.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
25	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment. Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
26	MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES Déchargement Prévoir les moyens de déchargements mécaniques, laisser libre d'accès la voie pompier Ne pas statonner sur les déposes malades.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
30	APPROVISIONNEMENTS Livraisons - Approvisionnements Prévenir le CHU 72 h. à l'avance pour toute livraisons Interdiction de stationner devant l'entrée du service rééducation rhumato ,laisser libre la voie pompier, Livraison avant 8H ou après 17H	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
51	STOCKAGES Aménagement, matérialisation et signalisation des stockages de produits chimiques Stockage interdit sur zone	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
19	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX Déchets, gravats, tous produits non dangereux L'évacuation des gravats devra se faire dans des bacs fermés suivant la procédure suivante : Evacuation journalière des déchets vers les camions	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
10	UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES Surveillance et maintenance de l'installation électrique Assurer la surveillance et la maintenance de l'installation électrique du chantier conformément aux prescriptions de l'article R. 4226.7 du code du travail (décret du 2010-1016 du 30 aout 2010)	ELECTRICITE COURANT FORT	ELECTRICITE COURANT FORT Toutes entrep.	Durée chantier
9	Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique Ne brancher que du matériel électrique en bon état sur les armoires et coffrets de distribution. - Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques. - Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) munis de fiche étanche. Les fiches à usage domestique sont interdites. - Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (marquage catégorie B)	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
53	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention : - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
50	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....	Maître d'oeuvre	Toutes entrep.	Durée chantier
22	PORT DES E.P.I. Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	RISQUES LIES AUX ACCES A DES PARTIES D'OUVRAGE INACHEVEES			

40	<p>Lorsqu'une partie d'ouvrage n'est pas livrable au service du chantier, en raison de son caractère inachevé, et dont l'accès présente des dangers pour les personnes, elle sera nettement délimitée et visiblement signalée par l'entreprise qui en est chargée.</p> <p>Son accès sera interdit par des dispositifs matériels. La ou les zones concernées seront signalées par tout moyen : balisage, panneau "Zone dangereuse - Accès interdit", etc....</p> <p>L'entreprise chargée de la partie de l'ouvrage en informera sans délai la maîtrise d'oeuvre afin que cette dernière transmette l'information à l'ensemble des entreprises du chantier et interdise l'accès et le travail dans la zone concernée.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
21	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</p> <p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance.</p> <p>Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc.</p> <p>Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p>			Immédiat
8	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS</p> <p>Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
38	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</p> <p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique.</p> <p>En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative.</p> <p>Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
65	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES, REGARDS</p> <p>Trémies</p> <p>Mise en place de protection mécanique</p>	GROS OEUVRE- DEMOLITION- RAVALLEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE- DEMOLITION- RAVALLEMENT DE FACADE	Immédiat
	TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS			

34	<p>Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, - en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, - en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, - en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , - en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. 	Toutes entrep.	Entrepr. concernée	Durée chantier
42	<p>TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES</p> <p>Nuisances dues au bruit : Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques.</p> <p>Nuisances dues aux poussières : Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. <u>En cas d'impossibilité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - ventiler les locaux hors d'air. - humidifier les matériaux ou le sol. - aspirer les poussières à la source. 	Toutes entrep.	Entrepr. concernée	Durée chantier
12	<p>Silice Cristalline</p> <p>Afin d'éviter les risques liés à la propagation des poussières susceptibles de contenir de la silice cristalline, les mesures de prévention ci dessous sont à mettre en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Planifier les tâches émétriques afin d'éliminer la co-activité. • Mettre en oeuvre prioritairement des modes opératoires à l'humide. • Utiliser des équipements intégrant une aspiration à la source. • Nettoyer régulièrement la zone de travail et les zones à proximité à l'aide d'aspirateur équipé de filtre à très haute efficacité. • Porter des équipements individuels de protection respiratoire. • Organiser un contrôle régulier de l'empoussiérement afin de respecter la VLEP. 	GROS OEUVRE- DEMOLITION- RAVALLEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE- DEMOLITION- RAVALLEMENT DE FACADE	Durée chantier
	RISQUES LIES A LA STABILITE DES OUVRAGES EN PHASE PROVISOIRE			

46	<p>Les mesures prises afin d'assurer la stabilité des structures en phase provisoire, seront détaillées dans le PPSPS des entreprises, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etalement justifié par note de calcul conforme et plan de montage préalablement établi. - Mise en œuvre et stabilité d'éléments préfabriqués lourds (poteaux, poutres, planchers, ou tout autre élément préfabriqué, ...) assurés par des dispositifs rigides - Béton précontraint : mesures liées au danger résultant d'une libération intempestive d'énergie au cours de la mise en tension des armatures. <p>La mise en place, ainsi que l'enlèvement des dispositifs assurant la stabilité de ces structures ne pourront être accomplis que sur l'ordre et sous l'autorité d'une personne compétente nommément désignée par l'employeur.</p> <p>Les documents relatifs aux prescriptions techniques des bureaux d'études, services méthodes des entreprises et fabricants de ces éléments préfabriqués, relatifs à la stabilité des structures en phase provisoire, devront être transmis à la maîtrise d'œuvre et tenus à disposition sur le chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
5	<p>RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES</p> <p>Les travaux susceptibles de générer des risques de maladies professionnelles seront indiqués dans le PPSPS de l'entreprise. Le guide des maladies professionnelles est consultable sur le site de l'INRS.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
27	DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier. En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.	Etab. en activité Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
11	DANGERS SPECIFIQUES : ADAPTATION MATERIELS, INSTALLATIONS, MODALITES D'INTERVENTION Risques bactériologiques <u>Risque d'aspergillose</u> Les entreprises ont été sensibilisées aux problèmes d'infections par « ASPERGILLUS »	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
15	DOCUMENTS ET CONSIGNES REMIS PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT EN ACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER Plans Remettre les plans de recollement des réseaux	CHU DE MONTPELLIER	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
20	Procédures <u>Permis de feu</u> Permis detravail , "permis de feu" dont la mise en oeuvre par les entreprises réalisant des travaux par points chauds, est rendue obligatoire délivrer par le CHU Avoir un extincteur à proximité Surveiller pendant 1 h après le dernier point chaud	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
49	REMISE DU PGC AU CHEF D'ETABLISSEMENT Une copie du plan général de coordination (PGC) et de chaque mise à jour, est envoyée au chef d'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier.	APAVE SUDEUROPE SAS - MONTPELLIER		Avt arriv. Ent

5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
18	APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
31	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
45	MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS Réponses aux observations du coordonnateur SPS Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail. Veuillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous a transmises, la compléter, et la lui retourner par mail.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
41	PPSPS Remise du PPSPS au coordonnateur Me transmettre les PPSPS par mail uniquement UN exemplaire pour la MO ,MOe et un exemplaire papier pour le chantier	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Immédiat
44	INSPECTION COMMUNE Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.	APAVE SUDEUROPE SAS - MONTPELLIER	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent

7. ANNEXES

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	CHU DE MONTPELLIER 191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD 34295 MONTPELLIER CEDEX 5 France		0467336733 0467335845
Conducteur d'opération	CHU DE MONTPELLIER 191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD 34295 MONTPELLIER CEDEX 5 France	M. VIGNOLO Sébastien	0467336733 0665849614 0467335845 sebastien.vignolo@chu-montpellier.fr
Maître d'oeuvre	SEGE 6, Rue du Mas de Bonniol 34880 LAVERUNE France		0499528140 s.ege@sege.fr
Maître d'oeuvre	SEGE 6, Rue du Mas de Bonniol 34880 LAVERUNE France	Mme SOBREIRA Nelly	0499528140 nelly.sobreira@sege.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - SAINT AUNES 310 rue de la Sarriette Zone Ecoparc 34130 SAINT AUNES France	M. ROMAN PHILIPPE	0467159580 0618272673 philippe.roman@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - SAINT AUNES 310 rue de la Sarriette Zone Ecoparc 34130 SAINT AUNES France	M. ROMAN PHILIPPE	0467159580 0618272673 philippe.roman@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE MONTPELLIER 615, Boulevard Antigone 34 000 MONTPELLIER France	Mme DUMONTET Lolita	0467228888 0467228899 oc-ud34.uc2@direccte.gouv.fr
CRAM	CARSAT - CAISSE D'ASSURANCE RETRAITE ET DE SANTÉ AU TRAVAIL 29 cours Gambetta 34068 MONTPELLIER CEDEX 2 France	M. SPRINGARD Olivier	0467696900 0467129554 olivier.springard@carsat-lr.fr
OPPBTP	OPPBTP - ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS Immeuble Fahrenheit 120, Avenue Nina Simone 34000 MONTPELLIER France	M. AUDRIN Pierre	0467634750 0617363054 0467545414 pierre.audrin@oppbtp.fr

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	GROS OEUVRE- CURAGE - DEMOLITION-RAVALLEMENT DE FACADE	<i>Non désigné</i>							
02	ETANCHEITE ISOLATION	<i>Non désigné</i>							
03	MENUISERIES EXTERIEURES- SERRURERIE	<i>Non désigné</i>							
04	CLOISONNEMENT LABO	<i>Non désigné</i>							
05	PLATRERIE FAUX PLAFONDS	<i>Non désigné</i>							
06	MENUISERIES INTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
07	REVETEMENTS SOLS- PEINTURES	<i>Non désigné</i>							
08	CVC-PLOMBERIE	<i>Non désigné</i>							
09	FLUIDES SPECIAUX	<i>Non désigné</i>							
10	ELECTRICITE COURANT FORT	<i>Non désigné</i>							
11	MONTE PLAT	<i>Non désigné</i>							
12	PAILLASSE	<i>Non désigné</i>							
13	CRYOGENIE	<i>Non désigné</i>							

7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

SO

7.3. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- Joint au DCE

7.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- Joint au DCE

7.5. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBT.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

.1.2. organismes de préventions institutionnels